

L'ajournement

Comme on peut le voir, les allusions à l'Église catholique sont tirées d'articles de journaux très respectés ou d'autres publications comme le *National Catholic Reporter*.

J'aimerais aussi dire bien clairement que la Fédération canadienne de la planification familiale a au cours des années constamment offert d'excellents services de planification familiale. Les associations du genre mentionnées par le député de York-Sud (M^{me} Appolloni) ne peuvent qu'engendrer la mésestimation et la discorde dans les groupes qui s'intéressent vraiment à la promotion du sens de la responsabilité chez les parents.

● (2212)

En principe, le ministère de la Santé nationale et du Bien-être social ne contrôle pas le contenu des publications des organismes bénévoles qu'il subventionne. En particulier, le bulletin de la Fédération canadienne de la planification familiale a toujours publié des textes pleins de dignité qui reflétaient le travail sérieux accompli par des bénévoles dévoués qui veulent promouvoir le sens de la responsabilité chez les parents.

LES SPORTS—LA PARTICIPATION DU CANADA AUX JEUX OLYMPIQUES DE MOSCOU

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock): Monsieur l'Orateur, le 9 novembre j'ai pris la parole pour poser la question suivante au ministre d'État (santé et sport amateur) (M^{me} Campagnolo):

La semaine dernière, notre Chambre a adopté à l'unanimité une résolution dans laquelle nous faisons état de nos inquiétudes à l'égard des atteintes portées à la liberté de pensée et d'expression en Union soviétique comme en témoignent les procès qui se tiennent actuellement.

Étant donné que les prochaines Jeux olympiques auront lieu à Moscou, pourriez-vous me dire si votre ministère a pris certaines dispositions pour reconsidérer notre position au sujet de notre participation aux Jeux de Moscou?

Le ministre m'a donné une réponse si tordue qu'on aurait dit un pretzel. Elle a répondu ce qui suit:

... je conçois qu'il puisse y avoir des boycottages à l'endroit d'un sport donné, mais si l'objectif visé est étranger au sport lui-même, je ne pense pas que le sport devrait être utilisé comme moyen de rétorsion.

Le ministre m'a adressé une lettre datée du 10 novembre 1978 où on peut lire entre autres ce qui suit:

... en principe, nous considérons que le sport ne devrait pas être utilisé comme un moyen politique sauf dans les cas où l'affaire en cause touche directement le sport, comme dans le cas de l'apartheid.

Le ministre vit dans le monde d'Alice au pays des merveilles.

J'aimerais citer un extrait d'un article qui a paru dans le numéro du 12 novembre du *Times* de New York. C'était un article rédigé par Yevgeny Rubin, un ex-rédacteur sportif de l'Union Soviétique. Voici:

Le sport en Union Soviétique n'est qu'une façade ou plutôt la plus brillante, la plus attirante et la plus éblouissante partie de la façade. Les athlètes—robustes, agiles, bronzés et invincibles—sont censés personnifier le mode de vie soviétique aux yeux des peuples du monde entier, y compris le leur. Chaque record établi, chaque victoire, chaque but compté, doit prouver que les Soviétiques sont les plus forts, les plus rapides et les plus gracieux.

Si ce n'est pas utiliser le sport à des fins politiques, je me demande ce que c'est. Le ministre insinuait qu'elle n'avait rien à voir avec cette décision, que cette décision relevait du comité olympique canadien. Mais le financement de ce comité relève

[M. Harquail.]

principalement d'elle, de même que les subventions ou l'absence de subventions. Il suffit de demander à M^{me} Koop si c'est vrai. La réponse incroyable que nous a faite le ministre reflète sa naïveté. Quoi qu'il en soit, c'est le ministre qui a soulevé la question de l'apartheid, pas moi. Puisque le ministre en a parlé, je vais en parler aussi. Le ministre devrait savoir qu'en Afrique australe, toutes les restrictions légales imposées en vertu de l'apartheid ont été supprimées. Je ne dis pas qu'elles l'ont été dans les campagnes, mais les obstacles juridiques que provoquait la loi ont été supprimés.

J'ai vu la souffrance qu'entraîne l'apartheid. J'ai vu l'angoisse qui l'accompagne. J'imagine ce qu'endurent les centaines de travailleurs du Mozambique qu'on force à s'éreinter dans les profondeurs des mines d'Afrique du Sud, qui vivent dans des dortoirs infects et qui sont loin de leurs familles 11 mois par an. Le même régime abject a cours en Russie où on envoie les gens dans les camps de travail forcé en Sibérie, où règne un froid glacial et où ils restent à longueur d'année sans jamais voir leur famille. Il suffit de lire le livre «Un jour dans la vie d'Ivan Denisovich» pour avoir une idée de cette cruauté.

Je connais les traitements incroyablement barbares et injustes dont sont victimes des millions de Noirs en Afrique du Sud qui n'ont droit ni à la citoyenneté ni à la propriété privée. On a recours aux mêmes méthodes en Russie où l'État saisit tout ce que possèdent les dissidents. L'armée les recrute afin qu'ils ne puissent pas quitter le pays. L'un de ces régimes vaut-il mieux que l'autre? Ils sont aussi cruels l'un que l'autre. Je rappelle au ministre que la souffrance ne fait pas de distinction entre les races. Tous les peuples d'Afrique du Sud, qu'ils soient de couleur, de race blanche, indienne ou noire, sont créés à l'image de Dieu. Ils méritent d'être traités avec la même dignité que toutes les autres créatures de Dieu. Si cela est vrai en Afrique, ce l'est certainement pour ces personnes en Russie qui ont des convictions et le sentiment qu'elles devraient pouvoir les exprimer et qui devraient pouvoir trouver l'expression de leurs convictions tous les jours de leur vie.

● (2217)

Demandez à toutes ces personnes dont nous avons parlé à la Chambre quels sont leurs sentiments à ce sujet. Si la politique de détente suivie par ce gouvernement et celui des autres pays occidentaux a pour but de faire tomber les barrières entre nous et le bloc des pays de l'Est relativement à tout ce qui est répréhensible dans le régime actuel, pourquoi cette politique ne s'appliquerait-elle pas dans les autres pays où il existe un autre genre de discrimination?

Serait-ce trop demander au gouvernement actuel de suivre au moins une fois une politique logique dans ce domaine? Encore mieux, serait-ce exagérer que d'enlever toute politique des sports et de permettre aux athlètes du monde entier de concourir sans contrôle ou restriction gouvernementale?

Je ne m'oppose pas à la participation des Canadiens aux Jeux olympiques de Moscou ou de toute autre ville du monde. Tout ce que je demande au gouvernement, c'est de reconnaître que la souffrance est universelle, peu importe que ce soit dans un camp de concentration russe, dans un asile d'aliénés de Russie ou dans une mine d'Afrique du Sud. Tout ce que je demande au gouvernement c'est de commencer à se montrer logique dans sa politique.